

une Suisse sans armée

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

n° 96 - hiver 2012



L'armée retourne à Davos défendre le WEF (décision du parlement). Thomas Hirschhorn, Aarau, avril 2011.

EN FINIR AVEC LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE !

GSSA

Avec les déserteurs, contre ceux qui organisent les guerres

Encarté dans ce journal, vous trouvez une carte-réponse pour le référendum contre les mesures urgentes qui vident encore plus la loi sur l'asile de sa substance. Nous invitons nos lecteurs et sympathisants à signer et faire signer ce référendum. Le GSsA le soutient notamment parce que parmi les mesures qui vont rendre la vie des personnes qui fuient leur pays encore plus dangereuse et inhumaine, il y a la suppression du droit à l'asile pour les déserteurs et les objecteurs de conscience. Ce principe est pourtant ancré dans la Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés.

Pour la droite parlementaire suisse, il s'agit surtout d'une question idéologique: la désertion et le refus de servir sont considérés comme un danger pour le contrôle social.

On perçoit les mêmes craintes et une même aversion à propos de l'initiative pour supprimer le service militaire obligatoire. Dans le dernier journal de l'UDC distribué à tous les ménages du pays, sous le titre «Préserver les valeurs, défendre le pays», Ueli Maurer proclame que l'initiative pour supprimer le service militaire obligatoire «appelle à la paresse et vise à détruire l'armée».

De manière générale, on assiste à une mobilisation des chefs militaires suisses: ils voient bien que l'édifice idéologique qui justifie une armée capable d'empêcher une invasion militaire du pays vacille de plus en plus fortement depuis la fin de la guerre froide. C'est une situation dangereuse parce qu'ils appellent de tous leurs vœux des scénarios où l'armée aurait toute sa place. La guerre est bannie de l'Europe? Que nenni, la crise économique nous amènera des troubles graves, voir des guerres civiles partout en Europe! Dans plusieurs articles de ce journal, nous rapportons de nombreux propos de hauts chefs militaires qui menacent de scénarios qui prévoient des mobilisations de l'armée à l'intérieur du pays. Ueli Maurer les dépasse tous, toujours dans le journal de propagande de l'UDC cité plus haut: «Commençons par l'essentiel. Monsieur le conseiller fédéral, pourquoi la Suisse a-t-elle besoin d'une armée? **Les ressources de personnel de la police sont vite épuisées. Nous nous en rendons compte dans le quotidien. (...) Qui a prévu les révolutions et les guerres civiles dans le monde arabe? Et qui peut nous prédire aujourd'hui comment évolueront les tensions sociales qui ont éclaté dans plusieurs pays européens?»**

Face à la montée de l'insécurité sociale, on assiste en Suisse aussi à la montée de la surenchère sécuritaire : plus de police, plus de moyens pour l'armée. Le renouvellement des armements, l'obligation de servir pour maintenir des effectifs d'au moins 100'000 militaires ainsi que l'achat des nouveaux avions de combat sont nécessaires pour entretenir l'illusion sécuritaire. Le référendum qui s'annonce l'été prochain contre le fonds qui sera probablement créé pour réunir les 3,2 milliards nécessaires pour l'achat des Gripen, ainsi que la campagne pour la votation sur la suppression du service militaire obligatoire arrivent au bon moment pour questionner ces choix militaristes et sécuritaires de la droite suisse.

Tobia Schnebli

SOMMAIRE

Les militaires suisses y croient toujours	3	Documentaire: Quand tombaient les hunters	9
L'Autriche organise un référendum ... sur la conscription	4	«Stabilo due» et la militarisation de l'Europe	11
Maintenir la conscription en réduisant les effectifs - impossible!	4	Droit d'asile	13
Avant-goûts de la campagne contre la conscription	5	Brèves	13
L'armée commence ou la logique s'arrête ...	6	Service civil et permanence	14
Conscription et 9 novembre 1932	7	La page des actifs	15
2 Livre: la face cachée du 9 novembre 1932	7	Liste du matériel	16

Les militaristes suisses y croient toujours:

L'armée contre-attaque à l'intérieur

Depuis l'enterrement des projets d'engagement de l'armée suisse à l'extérieur avec le refus de participer à l'opération «Atalante» en septembre 2009, l'armée se cherche désespérément des scénarios crédibles à l'intérieur. Aujourd'hui elle se propose comme rempart face aux effets de la crise économique. Pour surmonter les défis posés au système de conscription et à l'achat de nouveaux avions de combat, la direction de l'armée contre-attaque à plusieurs niveaux.

Le Chef de l'armée André Blattmann avait étonné le public suisse et étranger en mars 2010 déjà en évoquant la menace provenant des pays endettés du sud de l'Europe: Grèce, Portugal, Espagne Italie, ... et le danger d'une arrivée en Suisse d'une vague de réfugiés suite à la faillite d'un de ces Etats. Cet automne, les scénarios des futurs engagements de l'armée se précisent avec d'une part l'exercice «Stabilo Due» auquel participaient environ 2000 officiers et de l'autre l'annonce de la création de quatre nouveaux bataillons de police militaire pour un total de 1696 soldats à engager en cas de troubles sociaux à l'intérieur du pays. Le scénario de «Stabilo due» décrivait une Europe en proie à des troubles sociaux et politiques dus à la crise économique. Des vagues de réfugiés en fuite se pressaient à nos frontières et à cette menace s'ajoutaient des attentats et autres violences commises en Suisse. «Je n'exclus pas que nous ayons besoin de l'armée dans les prochaines années» répondait Ueli Maurer aux interrogations soulevées par cet exercice. Dans une interview au journal dominical alémanique «Sonntag», André Blattmann a encore renchéri en affirmant que les actuels flux migratoires en provenance d'Afrique du Nord portent en leur sein la menace terroriste: «Des signaux inquiétants viennent notamment de la zone du Sahel (...). Apparemment, des organisations terroristes du Pakistan et d'Afghanistan se déplacent en direction de l'Afrique du Nord. Ils se sont considérablement rapprochés de nous».

«Mieux montrer l'armée à la population»

Dans l'interview mentionnée, Blattmann constate que l'armée a perdu beaucoup de visibilité et annonce une vaste opération de propagande militaire pour 2013. «Nous devons mieux montrer l'armée à la population. Cela pourrait ressembler à ceci: à Berne nous construisons un pont sur l'Aar, on y fait passer des chars d'assaut, on met sur pied un dispositif de sécurité de l'infanterie et la population peut assister en spectateur; ainsi nous serions à Berne pendant une semaine avec des soldats actifs, ensuite à Zurich pour une autre semaine. Une semaine dans chaque canton». La communication sera intensifiée aussi pour l'achat du Gripen: «Nous voulons montrer aux médias les progrès dans le déve-

loppement du nouveau modèle de Gripen 'E' une fois par semestre.»

Il est évident que l'armée se prépare pour les votations sur l'initiative pour la suppression du service militaire obligatoire qui devrait passer en votation populaire dans la deuxième moitié de 2013 et sur le référendum contre l'institution d'un fonds spécial destiné à financer l'achat des Gripen qui sera lancé si le parlement approuve l'achat des Gripen avec ce mode de financement.

L'armée proche du démantèlement?

Dans l'immédiat, on assiste à une mobilisation sans précédent des chefs militaires pour réclamer une hausse du plafond des dépenses militaires, de 4,7 milliards proposés par le Conseil fédéral à plus de 5 milliards. C'est la «contre-attaque de la direction de l'armée». Sous ce titre la NZZ du 10 novembre rapporte les mises en garde du Chef de l'État-major de conduite, le divisionnaire Halter, selon lequel le budget proposé par le Conseil fédéral comportera des coupes drastiques dans les prestations de l'armée:

- «l'aide des militaires en faveur des autorités civiles sera réduite et les moyens engagés pour l'aide en cas de catastrophe limités.
- Le degré de disponibilité de la troupe sera réduit, les militaires ne seront pas prêts à être engagés suffisamment tôt dans un cas de mobilisation effectif.
- La dotation de l'armée sera incomplète. Seuls certains bataillons disposeront des



blindés pour le transport des troupes, des systèmes d'armes et des autres moyens qui leur sont attribués.

- Il y aura un démantèlement de l'infrastructure militaire, des casernes et des places d'armes devront être fermées.
- Il faudra réduire le personnel militaire auprès de la Confédération et des cantons».

En 2013, la droite suisse va sortir les grands moyens pour convaincre la population de la nécessité d'entretenir une armée «crédible» et «issue du peuple pour la sécurité du peuple». Parviendrons-nous à convaincre que les priorités pour la sécurité sont sociales, économiques et environnementales? Que les nouveaux bataillons de policiers militaires et les nouveaux avions de combat ne servent qu'à une mise en scène d'une fausse sécurité?

Tobia Schnebli



Conscription:

L'Autriche organise un référendum ... sur la conscription !

Le 20 janvier 2013, les citoyen-e-s autrichiens sont appelés aux urnes pour se prononcer lors d'un référendum consultatif sur ... la conscription. Excellente coïncidence, cela va nous aider - et surtout en cas de succès ! - à préparer notre propre campagne. Le gouvernement autrichien s'est engagé à prendre en compte le résultat.

Les sondages d'opinion annoncent un résultat serré.

En 2010, sur un effectif total de 27'358 hommes, seuls 11'197 étaient des appelés, soit environ 41% de conscrits. Ceux-ci servent habituellement pendant six mois et reçoivent principalement une formation militaire. Ils ne peuvent pas être engagés dans des opérations à l'étranger. Après ces six premiers mois, ils peuvent se porter volontaires pour six mois de plus, y compris pour des missions internationales. L'Autriche est actuellement militairement présente en Bosnie, au Kosovo, au Liban, sur le Golan et en Afghanistan. Elle participe aussi à l'Eurocorps.

Certains éléments des forces armées sont clairement en faveur d'une transition vers une armée professionnelle pour des raisons technologiques, mais aussi pour faciliter l'intégration dans des opérations internationales. Le ministre de la défense Norbert Darabos (SPÖ) favorise la transition vers une armée en partie professionnelle, mais aussi basée en partie sur des volontaires de milice. Soit une armée professionnelle d'environ 8'500 soldats à plein temps et 7'000 soldats professionnels sur des contrats de 3 ou 4 ans et environ 9'300 «militaires». Au total environ 25'000 hommes.

La consultation sur la conscription a été rendue nécessaire parce que les deux partis au pouvoir, le Parti populaire autrichien (ÖVP) et le Parti social-démocrate autrichien (SPÖ), ont des vues diamétralement opposées sur la conscription. Alors que l'ÖVP veut la maintenir, le SPÖ est favorable à son abolition.

La fin de la conscription sera un défi pour le système social autrichien puisqu'il s'appuie fortement sur les objecteurs de conscience effectuant un service de remplacement. Plus de 1'200 organismes sociaux déploient plus de 13'000 objecteurs de conscience chaque année. La Croix-Rouge autrichienne en déploie 4'000 à elle seule.

Pour la filiale autrichienne de l'Internationale des Résistants à la Guerre (note: le GSsA est la filiale suisse), la WDV ARGE, la discussion va dans la mauvaise direction. Ils demandent une discussion honnête sur la question de savoir «Qui a besoin d'un militaire et pourquoi?». Ils souhaitent abolir les forces armées autrichiennes dans leur intégralité.

Il est intéressant de noter que l'Autriche veut faire en partie juste ce que la le Gouvernement Suisse croit impossible, une milice volontaire... On s'étonne aussi que l'Autriche, un pays plus grand que la Suisse et à peine plus peuplé, puisse se contenter de si peu d'hommes. Et pourtant, c'est très proche de ce que demande aussi le Rapport Maudet. Enfin, le nombre de leurs civilistes est à peu près équivalent au nôtre. Mais il ne faudrait pas que l'on maintienne le service militaire juste pour avoir des civilistes.

OUI à l'abrogation du service militaire en Autriche!

*Traduit et adapté par Christophe Barbey depuis
www.wri-irg.org/node/20457*

Maintenir la conscription en réduisant les effectifs ? Impossible !

La conscription n'a pas d'avenir. La lourde charge qu'elle impose à la population, son absence totale de raisons stratégiques, son inexistence dans tous nos pays voisins auront tôt ou tard raison d'elle. A l'exception des plus traditionnalistes, le parlement et les militaires le savent. Est-ce à nous de le faire comprendre à la population? C'est bien notre intention!

L'armée compte 154'376 militaires (1^{er} mars 2012). Le parlement en veut 100'000, soit un tiers de moins. La charge de la conscription est déjà répartie de façon inégale. Comment l'armée compte-t-elle réduire cette charge sans aggraver cette inégalité? En Suisse, 1 personne sur 20 fait de l'armée. Le recrutement épargne 35% des hommes en âge de porter les armes. L'école de recrue renvoie 10% des recrues et l'effectif diminue d'autant tout au long des années de service, départs à l'étranger, service civil et raisons de santé. Au final, moins de la moitié des personnes qui y sont tenues font l'armée et rares sont celles qui terminent leurs jours avant l'âge limite. On voudrait réduire encore cette charge en prétendant qu'elle reste égalitaire? Essayons quelques scénarios:

Réduire la durée du service?

Les personnes obligées de servir restent les mêmes, mais elles servent moins longtemps. Un soldat doit actuellement faire huit mois et demi, 260 jours, dont 124 ou 145 jours d'école de recrue et 6 ou 7 cours de

répétition de 19 jours. S'il faut réduire cela d'un tiers, on obtient 186 jours, par exemple une école et 2 ou 3 cours. Selon notre calcul, c'est à peu près le nombre de jours qui se fait actuellement en moyenne, par chaque soldat, en raison des jours perdus à la limite d'âge. Ainsi la réduction d'un tiers ne suffira même pas à diminuer le nombre d'hommes, puisqu'en réalité, c'est ce qui se fait déjà.

Déprofessionnaliser l'armée?

Avec un tiers de jours en moins, le métier de la guerre devra s'apprendre en 5 mois environ. Le GSsA dit «non à la guerre et à sa préparation!». Ce n'est donc pas notre problème. Mais nous ne voulons forcer personne à apprendre le métier des armes. Donc ... continuons la réflexion:

Pour conduire un tank, sans parler de l'état-major, il faut un officier commandant de char et des sous-officiers spécialisés soit dans le char, soit pour son entretien. Tout ces gens ont plus de 5 mois de forma-

tion. S'y ajoutent quelques trouffions pour graisser les chenilles, serrer les boulons, porter les charges et faire le ménage. Mais en Europe, un tank c'est démodé! Pour faire la guerre, il faut des trucs encore plus sophistiqués et donc des formations bien plus longues.

L'armée compte actuellement 40'000 spécialistes, dont 15'000 instructeurs. Ce qu'ils font exactement, leurs grades et leurs taux d'occupation ne sont pas des données publiques. Admettons que l'armée garde ses spécialistes sans augmenter leur temps de service et qu'elle réduise un peu le nombre des instructeurs. 35'000 hommes seront donc professionnels ou semi-professionnels de milice. Il reste alors 65'000 places de troupe. Cela correspond à une réduction non plus du tiers, mais de la moitié du total actuel (120'000 hommes sans les spécialistes).

Quelques autres éléments et leurs effets sur le service civil

Augmenter le service long en durée ou en nombre d'hommes résout peut-être le problème de la formation et celui des jours effectivement faits, mais il diminue aussi d'autant les jours disponibles pour les autres militaires. On vous laisse encore imaginer le succès futur du service civil: à chaque diminution du nombre de jours à faire par les militaires, il deviendra d'autant plus attractif. 5 à 8 mois de service civil ne seront rien comparés aux 13 mois actuels.

Ainsi à notre avis, il n'y pas de solutions compatibles avec la conscription s'il faut diminuer le nombre d'hommes à la hauteur de ce que demande le parlement.

Et quoi qu'il advienne, ne feront finalement l'armée que ceux qui en ont vraiment envie.

Et c'est exactement ce que nous demandons!

Le rapport officiel - et ses non-dits - sur les effectifs de l'armée: http://www.vtg.admin.ch/internet/vtg/fr/home/dokumentation/publik_zeitrshr/publikationen.parsys.76089.downloadList.73253.DownloadFile.tmp/kurzfassungarma2012f.pdf

ChristopheBarbey



Ce que la campagne sera ...

Le Conseil Fédéral a rendu son message. Le parlement se prononcera sur la conscription en décembre et en mars. La votation suivra, probablement le 22 septembre ou le 24 novembre 2013. La campagne est lancée.

... De leur côté!

Délibérément ou par incompetence, le message du Conseil Fédéral passe assez largement à côté de la question qui lui est posée. Nous demandons à parler de la conscription, article 59 de la constitution, et de ses conséquences pour la population. Le Conseil Fédéral ne parle quasiment que de l'article 58, soit l'organisation de l'armée par le système la milice, lequel repose en effet, actuellement, sur la conscription. Il en parle d'ailleurs d'une façon peu utile pour le débat, du moins à long terme, puisqu'il se contente de dire qu'une armée de miliciens formée de volontaires est impossible. Et même si c'est ce que l'Autriche s'apprête à faire, du moins pour une partie de ses troupes. Il ne cherche d'ailleurs même pas à concevoir une telle armée, du moins publiquement.

Son premier argument est donc de dire que ce que nous demandons est militairement impossible. Avec l'espoir de nous entraîner là où le débat ne nous concerne pas: la forme que prendra l'armée une fois la conscription supprimée.

La réponse sera de dire qu'en effet nous voulons supprimer l'armée ... du moins pour ceux qui ne veulent pas la faire! Quand à l'organisation de l'armée, c'est leur domaine. Ils trouveront une solution.

Le deuxième argument avancé par le Conseil Fédéral est de dire que sans la conscription la Suisse serait «indéfendable». Le thème sera très «sexy» pour les journalistes, mais «indéfendable», la Suisse ne l'était-elle pas déjà? Ou mieux a-t-elle besoin d'être militairement défendue?

Là encore, il ne faut pas hésiter à dire que l'armée n'est pas la solution pour défendre la Suisse et ses valeurs ou pour adresser les vrais problèmes. Sans rester dans les questions tactiques (nous en reparlerons), nous voulons résolument orienter le débat sur la construction de la

paix (qui ne se fait pas militairement), sur les problèmes environnementaux (qui demandent des réponses appuyées et rapides) et sur les questions sociales, qui ne sont peut-être pas très sexy non plus, mais qui peuvent être très gratifiantes si l'on met l'accent sur la personne humaine et sur les droits fondamentaux.

Le troisième argument proposé par le Conseil Fédéral est le lien entre conscription et identité suisse, vieille rengaine remise au goût du jour pour l'occasion: «Ce que nous avons toujours fait est ce qu'il y a de mieux pour la Suisse».

La première réponse est de dire que la tradition ne résoudra pas les problèmes liés à la réduction des effectifs (voir page précédente). Mais en fait, l'armée et le parlement compte justement sur nous pour faire évoluer les mentalités. Ils pourraient avoir le courage de le dire ...

Mais nous pouvons aussi insister sur une identité vivante et en continue évolution, dans laquelle l'armée ne tient finalement qu'un rôle assez mineur, ancien ou désuet. Nous pouvons aussi promouvoir un folklore de gauche non-militarisé. Enfin, actuellement, seule une personne sur vingt en Suisse, fait effectivement partie de l'armée. Les 19 autres ne participent-elles pas aussi à notre identité?

... De notre côté!

Nous devons insister sur les coûts sociaux et économiques de la conscription, justifier sa suppression en mettant en avant son absence d'humanité et de légitimité. Il n'y a actuellement aucune raison stratégique, s'il y en eut jamais, pour justifier une charge aussi lourde et inégalitaire sur la population. Il n'est pas certain que l'on puisse humaniser l'armée, c'est trop profondément en contradiction avec sa mission guerrière, mais faute de mieux, nul ne devrait être obligé de s'y soumettre.

La campagne se fera à la mesure de nos moyens, avec compétence et bonne humeur. Bonne humeur qui suffira peut-être pour compenser l'ambiance peu joyeuse que l'on vit à l'armée et chez celles et ceux qui y croient encore. Notre intention est de contacter le plus grand nombre possible de personnes dans toute la Suisse Romande, individuellement et par le biais de toutes les organisations, y compris les entreprises, qui voudront bien prendre position, faire circuler notre demande et nos arguments. Nous allons aussi faire un travail important auprès de nombreuses personnalités publiques pour qu'elles prennent position. Enfin, nous souhaitons voir se développer un mouvement populaire aussi spontané que possible, porté par les réseaux

sociaux, mais aussi par tous les jeunes directement concernés par la problématique militaire.

Pour participer à la campagne merci de lire la page des actifs (ci-après) et la rubrique «s'engager avec le GSsA» de notre site web.

Et il y aura bien du travail d'ici la votation. Nous allons le faire ensemble. Et quoi qu'il advienne, célébrer ensuite !

Christophe Barbey

L'armée commence où la logique s'arrête ...

Nous continuons à recevoir des témoignages de ce qui se passe à l'armée. Merci de nous en envoyer d'autres. Nous avons ici de la mauvaise gestion financière et alimentaire. Nous dénonçons aussi une maltraitance médicale systématique.

Caisse noire et mesquinerie

J'ai fait une demande de congé pour pouvoir partir vendredi soir plutôt que samedi matin à 7 heures. Le congé a été accordé, mais mon livret de service indique 18 jours au lieu de 19. Le fourrier dit que je n'ai pas fait l'appel le samedi. Pourtant, les officiers et sous-officiers partent le vendredi, mais j'ai vérifié, pour eux pas de déduction. Pour quelques heures de congé, je dois prendre un jour sur mes vacances, car la feuille APG montre 18 jours et pas 19 et je vais devoir faire un jour d'armée en plus.

Lors de la restitution du matériel, la compagnie a dû payer 300.- de pertes, facturés le dernier jour. Mais le fourrier a fait la solde le jour d'avant, en calculant 20.- de moins par soldat. Pour une compagnie de 160 personnes, la déduction totale a donc été de 3200.- au lieu de 300.-. Le Fourrier dit que cet argent va dans une caisse spéciale qui contient déjà 1500.- Fr., reste de l'année précédente. Pourquoi ne prennent-ils pas l'argent de l'an dernier pour payer la perte de matériel de cette année? De plus, si un soldat ne fait plus partie de la compagnie, il ne sera jamais remboursé. Qui contrôle tout cela?

Réponse de la permanence:

Pour le jour non-décompté, il est étonnant de constater que tout le monde a droit à la solde pour un jour entier alors qu'on est libéré à 7h. du matin. Pour toute l'armée, c'est beaucoup d'argent pour pas grand-chose. Ici, il y a une inégalité de traitement entre la troupe et les gradés. Elle n'a ni base légale ni légitimité. Éventuellement dans son droit de déduire un jour, le fourrier fait preuve de méchanceté en ne le comptant pas s'il l'offre à d'autres. Enfin, l'APG et l'employeur n'ont pas à déduire un jour d'allocation ou de vacances pour un samedi, a priori non-travaillé. La caisse pour le matériel perdu est une malversation. Il est impossible de calculer par la suite ce qui est dû à une personne qui quitte la compagnie, il y a trop de paramètres variables d'une année à l'autre pour en garder la trace. C'est donc du vol, une caisse noire. Mais à qui profite-t-elle? La personne qui nous a contactés n'a pas porté plainte. Faute de protection adéquate, il est difficile voire dangereux de dénoncer des infractions et surtout si l'on reste ensuite dans la même compagnie.

L'armée nous prend chaque année des milliards, elle est tenue non-seulement d'économiser, mais aussi d'avoir une saine gestion. De toute évidence, c'est tout le contraire!

La meilleure armée du monde affame

Elle gagne les championnats du monde de cuisine militaire mais lors de la première semaine d'école de recrue à la caserne de Dailly, le

fourrier a mal calculé les rations ... et il a fallu plusieurs jours pour rattraper la situation. *Sans commentaire!*

L'armée refuse les visites médicales psychiatriques

La permanence a un surplus de travail au début des écoles de recrue. Nous recevons des appels en détresse de recrues et de proches qui ne peuvent faire face à la dureté et à la méchanceté parfois de la vie militaire. Le recrutement porte une large part de responsabilité: 10% des recrues quittent l'école avant la fin, c'est énorme. La plupart de celles-ci ne devraient jamais y être entrées. De plus, l'armée n'a pas à traiter son personnel de cette façon. Le droit à la santé en milieu fermé donne droit à une visite médicale en tout temps. Il faut parfois aménager celui-ci, surtout dans les petites casernes, mais le refus systématique de pouvoir voir un psy durant la première semaine d'école de recrue est dangereux pour la santé des recrues. L'armée peut estimer avoir à tester la résistance physique et psychique de son personnel. Mais des signaux d'alarmes clairs, facilement accessibles et identifiables, y compris des visites médicales doivent alors être mis en place et à la libre disposition de ceux qui éprouvent des difficultés ou qui atteignent les limites de ce qui leur est supportable. Plus grave encore, l'armée n'a pas à ajouter à cette situation les nombreuses brimades et complications dont nous avons connaissance. Insultes, tonsures, menaces et corvées, sanctions variées et injustifiées, la plus belle armée du monde maltraite abondamment son personnel.

Il n'est pas du tout certain que l'armée puisse être humanisée et qu'elle puisse traiter son personnel avec le minimum de dignité requis. C'est pourquoi nous demandons à changer la constitution pour que nul ne soit obligé de se soumettre à un tel traitement.

Christophe Barbey



Conscription et 9 novembre 1932:

La militarisation de la sécurité intérieure est un grave danger pour la démocratie et les mouvements sociaux

Nous reproduisons ici le discours prononcé par Tobia Schnebli lors de la commémoration du massacre du 9 novembre 1932 et ci-dessous une présentation du livre de Jean Batou à ce sujet, paru le 24 octobre dans le journal de Solidarités.

Cher-e-s participant-e-s à cette manifestation et à cette commémoration
Cher-e-s camarades, cher-e-s ami-e-s,

Depuis la fin de la guerre froide et en particulier ces dix-douze dernières années, l'armée suisse multiplie ses engagements de sécurité intérieure. La droite du parlement suisse a soutenu et fait approuver la garde militaire des ambassades à GE, BE, ZH, la mobilisation de l'armée lors du G8 d'Evian en 2003, pour l'Euro-Foot en 2008 et le déploiement de l'armée, chaque année au Forum économique de Davos, pour pouvoir protéger les puissants de la planète qui s'y retrouvent. Le GSsA a toujours dénoncé cette militarisation de tâches civiles, qui sont devenues une routine alors même que selon la Constitution fédérale le recours à l'armée pour la sécurité intérieure n'est possible qu'en cas de menaces graves ou de situations exceptionnelles (Cst 58, alinéa 2).

C'est pour cela que le GSsA s'est opposé fermement à la nouvelle constitution genevoise, laquelle à son article 112 donne une légitimation malvenue à la militarisation du maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure.

Aujourd'hui, avec une crise économique et sociale qui s'aggrave partout en Europe, la droite veut remonter le budget de l'armée à 5 milliards. Non-seulement pour acheter des nouveaux avions de combat, mais aussi pour former et équiper des nouveaux bataillons de police militaire et pour acheter de nouveaux drones qui seront aussi utilisés pour des tâches de police.

Nous, mouvements politiques et sociaux qui luttons contre la démolition des acquis et l'exclusion sociale, pour de vrais droits démocratiques pour tous et toutes, nous devons nous opposer au réarmement et à la militarisation de la sécurité intérieure parce que les bataillons de police militaire, tout comme les récents exercices «STABILO DUE» de l'armée sont dirigés contre nos mouvements sociaux et contre nos luttes et nos espoirs.

Nous devons dénoncer fermement les propos du président de la Société suisse des officiers qui vient de déclarer que les émeutes à Londres du mois d'août 2011 étaient quasiment de la guerre civile et que l'armée doit se préparer pour ce genre d'événements en Suisse.

Avant de se préparer avec des armements, toutes les guerres et y compris les guerres civiles se préparent dans les têtes des gens. C'est pour cela que des déclarations comme celle du président de la société suisse des officiers sont dangereuses. Elles essaient de rendre acceptable ce qui est impensable, par exemple une guerre civile en Europe ou en Suisse.

Pour toutes ces raisons, il est important de manifester aujourd'hui, pour que le «PLUS JAMAIS ÇA» ne reste pas uniquement inscrit sur la pierre commémorative du 9 novembre, mais que reste présente dans nos esprits et nos cœurs la volonté de ne pas céder à la militarisation.

Tobia Schnebli, GSsA, 9 novembre 2012

La face cachée du 9 novembre 1932

Le 9 novembre 1932, l'armée ouvre le feu à Genève, faisant treize morts et une centaine de blessés. Dans un livre qui vient de paraître, Jean Batou, tente d'expliquer pourquoi en partant d'archives négligées ou insuffisamment exploitées. Une démarche scientifique qui n'empêche pas de tenir le lecteur en haleine. Presque un roman noir.

Tout commence par la pose d'une affiche provocatrice de l'Union nationale, un parti d'extrême droite, dans la nuit du 5 au 6 novembre 1932, qui revendique la «mise en accusation publique» des deux principaux leaders du Parti socialiste genevois. L'État mobilise tous les moyens à sa disposition pour garantir la tenue de ce meeting et le protéger d'une contre-manifestation du mouvement ouvrier. Dans la soirée du 9 novembre, le chef du Département de justice et police, jugeant les gendarmes débordés, fait appel à la troupe, dont les officiers engagent leurs hommes dans la foule, avant de les faire reculer pour les regrouper et faire feu sur un public clairsemé, tuant treize personnes et en blessant une centaine, dont une majorité de curieux.

Des questions sans réponse

Qui a donné l'ordre de feu? Pourquoi, durant ces années de crise, aucun autre canton suisse, ni aucun autre pays démocratique européen, n'a connu une telle répression des classes populaires? S'il s'est agi d'une erreur d'appréciation ou d'une «bavure» regrettable, pourquoi cela n'a-t-il pas été reconnu rapidement, au moins en partie, comme ce fut le cas à Adalen, en Suède, un an et demi auparavant (cinq morts dans une manifestation de soutien à une grève)? Comment se fait-il que la justice militaire ait pu conclure à l'absence de faute du commandement, tandis que la justice civile condamnait sept organi-

sateurs de la manifestation populaire à quelques mois de prison pour incitation à résister aux injonctions de l'autorité? Comment expliquer que l'abandon rapide de la thèse du complot révolutionnaire par l'instruction et les Assises fédérales n'ait pas conduit à une critique sans



L'armée occupe Genève le lendemain du massacre

complaisance des moyens mis en œuvre et de la succession des décisions prises par le pouvoir civil et militaire?

Le livre de Jean Batou propose une relecture approfondie d'un sujet controversé, à partir de nouvelles sources d'archives et d'une grille de questions inédite: une enquête historique sur fond de luttes sociales, qui n'a rien à envier à un roman noir. D'un côté, une caste patriecienne calviniste, endogame, enrichie par la finance et l'immobilier, soudain hébétée par le krach de la Banque de Genève et les menaces du fisc français. De l'autre, des classes populaires, recomposées par l'afflux de jeunes travailleurs du reste de la Suisse, précaires et stigmatisées, qui se reconnaissent dans un quotidien, *Le Travail*, et dans des hommes comme le dirigeant du Parti socialiste Léon Nicole, et le militant anarcho-syndicaliste Lucien Tronchet. Entre les deux, un monde rural trop étroit et une petite bourgeoisie trop divisée pour servir d'arbitre.

L'ordre règne à Genève

L'auteur nous fait découvrir les réseaux du «camp de l'ordre» à Genève. Rassemblées essentiellement autour du Parti démocratique et de la récente Union de défense économique, les élites protestantes de la haute ville ne peuvent plus se contenter d'une alliance avec le Parti radical, discrédité par les affaires. C'est pourquoi, elles font appel aux secteurs les plus conservateurs des Églises, notamment à l'aile marchante du corporatisme catholique, et prennent langue avec l'extrême droite, organisée au sein de l'Ordre politique national, puis de l'Union nationale.

En suivant à la trace le 1er lieutenant qui a commandé le feu, l'auteur nous fait découvrir la face cachée de novembre 1932. Raymond Burnat va jouer en effet un rôle de premier plan dans le développement d'une organisation secrète. Les Equipes, issue des réseaux de sociabilité de la jeunesse dorée. Au soir du 9 novembre, tandis que ce commandant de Compagnie confond le Palais des expositions de Genève avec le Palais d'hiver de Petrograd, croyant briser une révolution en marche, ses jeunes amis, Théodore de Gallatin, Robert

Hentsch, Renaud Barde, etc., sont en mission d'observation dans la foule. Ensemble, au lendemain du drame, ils vont s'efforcer de former la relève d'une droite autoritaire, corporatiste et fédéraliste, qui luttera pied à pied contre l'administration socialiste au pouvoir, entre 1933 et 1936.

Vers le consensus helvétique

Au lendemain de la fusillade, tandis que les chefs de l'armée, dont le corps des officiers est travaillé par l'extrême droite, se préparent à mater les troubles sociaux, les autorités politiques de Berne et la magistrature fédérale font le choix d'une répression sélective de la gauche, ciblant tout particulièrement les communistes, l'action directe et la grève, tout en misant sur l'intégration des courants dominants du Parti socialiste et de l'Union syndicale en vue de la défense commune de l'ordre bourgeois.

De leur côté, le PSS et l'Union syndicale refusent d'appeler à la grève générale. Comme le note l'Attaché militaire français, «Ce manque de réaction s'explique si l'on songe que (...) les municipalités socialistes des villes telles que Zurich, Bâle, Berne, tiennent à l'honneur de montrer qu'elles ne sont pas un parti de désordre; la répression des troubles de Zurich l'a bien prouvé». En effet, le 15 juin de la même année, la police de la Ville sociale-démocrate de Zurich a tué un manifestant en tentant de disperser un rassemblement de solidarité avec des grévistes.

Enfin, entre le 9 novembre 1932 et le procès de Nicole et consorts, au printemps 1933, Hitler a pris le pouvoir en Allemagne. C'est dans ces conditions, que l'écrasante majorité du mouvement ouvrier suisse s'oriente vers le compromis avec la politique d'austérité de la Confédération (1934), avant de se rallier à la Défense nationale (1935) et de signer la paix du travail (1937), faisant ainsi de la fusillade de Genève une ligne de partage dans l'histoire sociale et politique du pays.

Elise Mermel



L'armée occupe Genève le lendemain du massacre

Avions - accidents militaires:

Quand tombaient les Hunter. Un beau documentaire de Olmo Cerri

Mio padre è caduto il 25 ottobre del 1960, alle 15.55 di una giornata senza nuvole, per un guasto tecnico al propulsore dell'Hunter sul quale volava. È morto anche lui in questa piccola guerra senza battaglie che è durata, in Svizzera, per tutto il secolo scorso e che prosegue, quatta quatta, anche oggi. (Anna Ruchat, *Volo in ombra*, p. 53).

Le documentaire *Vol en ombre* de Olmo Cerri a été montré lors d'une première projection publique le 20 octobre et a ensuite passé à la télévision de la Suisse italienne le soir du 25. Olmo a réalisé ce film comme travail de diplôme au CISA de Lugano, en s'inspirant à un récent petit livre avec le même titre de Anna Ruchat. La légèreté du livre, une septantaine de pages, est inversement proportionnelle au poids de l'histoire: Anna Ruchat, écrivaine et traductrice est fille d'un pilote militaire mort le 25 octobre 1960 lors d'une tentative d'atterrissage d'urgence. Elle était alors âgée de dix mois. Il lui a fallu cinquante ans (et pas seulement en raison du terme légal pour la levée du secret qui couvrait les documents) pour affronter et amener à la lumière du soleil, pour elle-même avant que pour les autres, ce vol en ombre. Surtout pour se libérer, dit-elle dans le documentaire, d'un "rôle de victime qui ne l'intéresse pas". Sur les raisons de ces temps longs on ne peut que renvoyer le lecteur au beau livre et au film: la relation de l'auteure avec cet événement dramatique se trouve au centre de l'un et de l'autre – le film continue et en partie termine le parcours entamé dans le livre – mais ce n'est pas sur cela que je veux me concentrer dans ces pages du Groupe pour une Suisse sans armée. Je me limite à souligner la mesure, relevée par beaucoup d'autres, avec laquelle Olmo a su traiter ce délicat aspect central.

Il y a deux autres protagonistes dans cette histoire: le pilote tombé et son avion militaire. Le pilote est un jeune ingénieur, d'origine romande mais résidant au Tessin, qui justement ce jour avait décidé, donnant suite aux demandes de sa femme, d'abandonner l'aviation. L'avion est un Hunter MK 58. Il fait partie, de manière marginale, aussi de ma vie, parce qu'avant de refuser le service militaire j'étais incorporé dans la défense contre avions et dans les années septante et quatre-vingt les Hunter volaient encore allègrement (à côté des plus récents Mirages que nous ne voyons cependant jamais). Le fait d'être occupé en cuisine ne me dispensait ni le bruit au décollage et à l'atterrissage, ni la vue fréquente de leur silhouette inconfondible (d'ailleurs on apprenait à les distinguer, ces silhouettes, entre celles des avions amis et ennemis au cours de soporifiques "théories" et dans de petits manuels sur le sujet). Ils ont

été mis hors service définitivement seulement en 1994. A l'époque de l'accident cet avion venait d'entrer en dotation de l'armée suisse. Je lis sur le site officiel des forces aériennes suisses: «Les spécialistes considéraient alors ce type d'avion comme un produit de pointe. Le 29 janvier 1958, les chambres fédérales décidèrent l'acquisition de 100 avions de ce type (y compris le matériel de réserve et la munition) directement auprès de la firme productrice et ce pour un montant global de 313 millions de francs.

La livraison et le survol des nouvelles machines de Grande-Bretagne en Suisse commencèrent déjà en avril de la même année (1958). Cela rendit possible une rapide reconversion des pilotes et du personnel technique; l'année suivante, cinq escadrilles étaient déjà prêtes à être engagées sur le Hunter. Cet appareil doté de notre désignation «Mk 58» était utilisé aussi bien pour le combat terrestre que pour des missions de combat aérien. Il s'avéra être un chasseur sûr à l'engagement, efficace et apte à l'utilisation par les soldats de milice».

Déjà Anna Ruchat introduit dans le livre quelques informations sur les nombreux accidents d'avions militaires de ces années et mentionne "la guerre sans batailles" qui "sans remous" nous accompagne encore, mais c'est surtout le documentaire d'Olmo qui continue l'enquête dans cette direction. Le site officiel des forces aériennes ne cache pas les nombreux accidents: «Le Hunter connu malheureusement des accidents dont

les causes furent les plus diverses, imputables surtout à des erreurs de pilotage. Sur les 160 avions acquis, 30 furent perdus lors d'accidents (...). 15 pilotes y trouvèrent la mort et 13 furent sauvés par leur siège éjectable.» (André Ruchat, c'est inutile de le dire, est l'un des 15). Avec des interviews à des personnes compétentes, le réalisateur traite les causes profondes de ces accidents "imputables surtout à des erreurs de pilotage" en creusant dans le contexte historique qui les a produits. C'est un contexte bien défini et des choix politiques et militaires bien précis qui enfantent l'«erreur de pilotage». Je reprends quelques extraits de ces interventions. Giorgio Iacuzzo, journaliste scientifique et de l'aviation dit que: «la tragédie qui est arrivée à André Ruchat rentre à mon avis dans des situations qui étaient courantes dans certains pays européens dans l'après-Deuxième Guerre Mondiale, où les populations sont maintenues dans la terreur constante d'une invasion depuis l'Est». Une époque marquée par d'«énormes achats d'armements et dans ce cas d'avions» qui comportaient des «encadrements urgents de personnel technique et de pilotes; tout cela fait en vitesse a porté en Italie, en Allemagne, en Suisse à des séries de dizaines voire centaines d'accidents, aussi mortels». L'historien Mauro Cerutti confirme que tout était tourné vers l'hypothèse d'une invasion en provenance de l'Est, jusqu'à caresser l'idée de construire une bombe atomique suisse en fonction antisoviétique, un climat d'ailleurs alimenté par les entreprises d'armement. D'après l'historien et pilote militaire Hans-Ulrich Jost, «le Hunter a été



La piste de l'aéroport de Meiringen (image du film)



André Ruchat devant un Hunter (image du film)

acheté dans un moment où on était dans une impasse puisque, comme un peu aujourd'hui, on avait trop d'avions, trop d'avis différents, trop de groupes qui n'étaient pas d'accord sur le type d'avion, et c'est à ce moment-là que le conseil fédéral a décidé d'acheter un certain nombre de Hunter qui étaient sur le marché, qui n'étaient pas trop chers (...) parfois un choix d'avions qui n'étaient pas appropriés». Et Cerutti d'ajouter: «j'ignore en quelle mesure la Suisse a servi de test pour les fabricants anglais, de banc d'essai pour ces avions, qui n'étaient pas aussi prêts, aussi perfectionnés quand ils ont été vendus à la Suisse». Et pourquoi avoir choisi le Hunter, quand en plus un fabriquant suisse était en train de développer le projet prometteur d'avion supersonique P-16? On trouve une réponse sous la voix «Grande Bretagne» du Dictionnaire historique de la Suisse: «Malgré la stricte définition de sa neutralité, la Suisse entretint après la fin de la Deuxième Guerre mondiale des contacts militaires prudents avec la G. et fit de ce pays, membre de l'OTAN et du bloc occidental, son principal fournisseur d'armements, dans le cadre d'une coopération poussée en la matière. En 1950, commença la formation de pilotes suisses sur le Vampire, avion à réaction dont les Britanniques venaient de livrer une première série (sur un total de 75 appareils). En 1951, les Chambres fédérales approuvèrent un crédit de 175 millions de francs pour l'achat de 150 chasseurs-bombardiers Venom. Les Vampire firent place en 1958 à de nouveaux avions de combat de type Hunter. Le système d'interception Bloodhound pour la défense aérienne, commandé en 1961, remis à la troupe en 1964, resta en service jusqu'en 1999. Le système de missiles Rapié suivit en 1980». Une coopération avec l'un des piliers de l'Alliance atlantique, donc, dans le cadre de la guerre froide.

Pour retourner à l'«encadrement du personnel et des pilotes» effectué en vitesse dont parle Iacuzzo, d'autres données montrées par le documentaire sont significatives: Fulvio Martinetti, mécanicien-chef d'atelier mi-

litaire, relève les contradictions contenues dans les manuels, qui disaient une chose en allemand et une autre en français. André Ruchat n'avait que 24 heures de vol sur les Hunter (un «entraînement superficiel», comme celui d'autres collègues) et il effectuait son premier cours avec cette escadrille. Il est arrivé au virage qui précède l'atterrissage avec peu de carburant, trop peu pour alimenter le moteur dans cette position particulière. Ces problèmes étaient signalés depuis l'introduction de l'avion, mais les procédures ad hoc se trouvaient dans des rapports probablement peu consultés par les pilotes. Peut-être Ruchat ne les connaissait pas assez bien, peut-être il les a juste oubliés dans ce moment extrême. Ou il a imaginé d'autres solutions, une autre fin. On ne le sait pas. Par contre on sait qu'après son accident, le règlement a été modifié avec une prescription d'une quantité minimale de litres de carburant à l'atterrissage. On sait aussi que son livret de vol a été mystérieusement altéré avec l'inscription de deux vols à des dates successives à l'accident: erreur sans explication ou manipulation pour masquer un déficit de préparation?

Au-delà du cas individuel, il y a les choix collectifs, politiques: cet avion et ce manque de préparation sont imputables au climat de guerre froide permanente alimenté en ces an-

nées par la réalité des deux blocs, par les pouvoirs politiques, par les hiérarchies militaires et par les intérêts des industries d'armement. C'est ce qui ressort, aux côtés d'une histoire personnelle tourmentée, du beau documentaire d'Olmo qui contribue de manière utile aussi à la connaissance historique.

J'ai parlé des faits, des données, des analyses. Il manque une mention de l'insupportable rhétorique de cette religion patriotique qui accompagne tout nationalisme armé. On la retrouve çà et là, comme dans la lettre du colonel Zuber aux parents du pilote: «J'espère néanmoins que votre famille et vous-même éprouvez quelque consolation à la pensée que c'est en accomplissant un grand devoir, un devoir que pour nous Suisses est sacré, que votre fils a trouvé la mort».

Danilo Baratti
Traduction: TS

Le livre: Anna RUCHAT, *Volo in ombra*, Quarup, Pescara 2010, 69 pages.

Le film: Olmo CERRI, *Volo in ombra*, Suisse 2012, 52 minutes.

Le site du documentaire:
www.voloinombra.ch

Avions: Bref état de la situation

Le Conseil Fédéral a publié le programme d'armement 2012. Il veut toujours et encore de ces 22 Gripen. Pour les financer, il propose une loi spéciale soumise au référendum. Le parlement se prononcera avant le mois de juin de l'an prochain. Il doit encore dire s'il veut ou non de ses avions et du référendum. Vu que nous avons retiré notre initiative en raison d'une manœuvre dilatoire des autorités, le vote sur cette question devrait être automatique. Nous verrons. En espérant que l'histoire n'ait pas à se souvenir d'un achat d'armes qui a triché avec la démocratie directe.

CB



Les débris du Hunter tombé le 25 octobre 1960 (image du film)



Tobias Pflüger au 30^{ème} anniversaire du GSoA, le 15 septembre 2012 à Berne (photo: GSoA)

Militarisation:

«Stabilo Due» et militarisation en Europe

En mal de missions, l'armée suisse s'essaie à la guerre contre «l'ennemi intérieur». Selon le chercheur antimilitariste allemand Tobias Pflüger*, on constate un phénomène analogue dans toute l'Europe, qui connaît un processus de réarmement «militaro-civil».

On aurait cru à une blague. En septembre, l'armée suisse organisait l'exercice «Stabilo Due» auquel participaient environ 2'000 officiers. L'exercice se basait sur un scénario selon lequel la crise économique se serait tellement aggravée en Europe que les agitations politiques déborderaient sur la Suisse. Des vagues de réfugiés constitueraient une menace supplémentaire. L'armée suisse serait donc appelée à assurer l'ordre à l'intérieur du pays.

A l'origine des troubles, il y a une «Europe qui désarme pour des motifs financiers» comme l'a formulé à plusieurs reprises le chef de l'Armée André Blattmann. La publication du scénario de l'exercice par le journal dominical «Sonntag» début octobre avait déclenché des réactions au niveau international qui allaient de la surprise à l'ironie. Rien de semblable en Suisse, où seul le journal syndical «Work» a donné une large place au sujet: «cet exercice arrive à point nommé pour le 80^e anniversaire de la nuit ensanglantée de Genève» écrivait l'hebdomadaire, renvoyant au 9 novembre 1932, quand des soldats suisses ont tué 13 personnes et blessé 65 autres lors d'une manifestation antifasciste.

Le scénario de l'exercice «Stabilo Due» est-il vraiment aussi éloigné de la réalité européenne? Ces armées ne seraient-elles pas l'un des vrais dangers que porte en son sein une Europe déstabilisée?

Quelques réponses avec le chercheur pacifiste allemand Tobias Pflüger qui se dédie de manière approfondie à la question de la militarisation de l'Europe.

WoZ: l'armée suisse a récemment organisé un exercice qui part de l'idée que des troubles graves en Europe pourraient déborder

sur la Suisse. A l'étranger, il y a eu des réactions de surprise ou ironiques. Peut-on dire que le scénario de l'exercice est une blague?

Tobias Pflüger: malheureusement non. Face aux protestations continues en Grèce et en Espagne, à un moment où l'autre un engagement militaire contre des manifestant-e-s est possible. Pas plus tard qu'à la mi-août, la Cour constitutionnelle allemande a autorisé pour la première fois des engagements de l'armée à l'intérieur dans des «situations exceptionnelles». Cela contraste totalement avec une norme appliquée sans faille jusqu'à présent qui excluait tout engagement de la Bundeswehr à l'intérieur des frontières. On assiste donc à des processus inquiétants. Dans l'état actuel, je n'estime pas très réaliste la possibilité que des désordres débordent sur la Suisse.

L'exercice était basé sur l'affirmation du chef de l'armée selon lequel l'Europe est en train de désarmer massivement pour des raisons financières et que cela crée un vide sécuritaire. Est-ce qu'on aura bientôt une Europe sans armées?

L'affirmation de votre chef de l'armée est dangereuse parce qu'elle suppose un danger qui n'existe pas dans la réalité. La part des dépenses militaires des États de l'OTAN, et donc de presque toute l'Europe, est encore massivement surreprésentée dans le total des dépenses militaires mondiales. La Grèce, par exemple, applique un programme de coupes budgétaires massives qui touche tous les domaines mais pas les dépenses d'armement. Alors que l'on diminue même les salaires des militaires, on ne touche pas aux importations d'armements d'une valeur d'un milliard d'euros par an.

Globalement, la plus grande menace militaire émane des Etats industrialisés occidentaux. D'où viennent toutes ces armes? Qui mène les grandes guerres?

Le danger viendrait dès lors de l'Occident surarmé?

Exactement. Pour le comprendre, il suffit de se mettre à la place des populations du Sud. Elles se posent des questions telles que: Qui nous vole les matières premières? Qui arme nos armées qui s'opposent à nos propres intérêts et qui interviennent contre leurs propres populations?

Vous partagez peut-être une autre analyse des menaces de notre chef de l'armée: «Nous observons la formation de régimes nationalistes qui donnent la faute aux autres au lieu d'accepter leurs propres responsabilités dans les défaillances.»

L'histoire, et cela vaut aussi pour la Suisse, montre une toute autre tendance: la menace à l'intérieur est avant tout attribuée aux travailleurs et syndicats. Les Etats occidentaux se sont par ailleurs toujours bien accommodés et ont soutenu des régimes autoritaires et nationalistes. Cela continue aujourd'hui. En Egypte, l'Occident a soutenu le Conseil des forces armées et non le mouvement démocratique parce que celui-ci pouvait constituer un danger. Si le mouvement démocratique devenait plus puissant, cela provoquerait un mouvement vers la gauche. Il pourrait en résulter un acteur qui dispose d'une grande légitimité démocratique et qui s'oppose à l'imposition d'une politique favorisant les intérêts occidentaux. Cela est arrivé en Bolivie.

En Suisse en tout cas, l'armée a presque disparu de la scène. On ne voit que rarement des troupes et il n'y a plus de défilés de chars dans les rues. L'armée semble avoir presque disparu de la société. Qu'est-ce que cela signifie politiquement et économiquement?

La visibilité n'est pas un critère d'évaluation pertinent. La militarisation se produit de manière qualitative et non quantitative. Cette militarisation de l'Europe se manifeste particulièrement dans le domaine du complexe militaro-industriel. Les entreprises d'armement européennes y jouent un rôle essentiel. On assiste à une «sécurisation» de la société. Toujours plus de produits militaires sont utilisés pour la «sécurité», en particulier les techniques de surveillance et les drones. Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en 2009, le budget de l'Union européenne ne finance plus seulement la «recherche pour la sécurité» mais aussi des dépenses militaires et la recherche dans le domaine de l'armement. Cet argent est transféré au complexe militaro-industriel. Pourtant ce complexe n'existe que dans six pays européens: la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, et aussi l'Italie, l'Espagne et la Suède. Il est pourtant intéressant de relever que cette militarisation de l'Europe est survenue relativement tard. Ce n'est qu'à la fin des années nonante et cédant aux pressions de la France et de l'Allemagne que la Grande Bretagne a mis fin à son opposition à la composante militaire de l'Union européenne.

Pourquoi?

L'Union européenne, fondée comme alliance politique et économique, a décidé que dans le contexte géopolitique actuel elle ne pouvait maintenir ses ambitions de puissance mondiale qu'en s'organisant aussi militairement.

Y a-t-il d'autres processus de militarisation en cours?

On assiste à un processus de réduction des espaces démocratiques en raison des structures institutionnelles de l'UE. Cela est particulièrement évident en ce qui concerne l'agence de contrôle des frontières européennes Frontex. C'est une institution que le parlement

européen n'est pas en mesure de contrôler. Le pouvoir décisionnel se trouve dans les mains de la Commission de l'UE et du Conseil de l'UE, qui à leur tour sont dominés par les gouvernements des Etats membres. Les grands Etats, Allemagne, France et Grande Bretagne, peuvent faire passer leurs intérêts particuliers.

J'étais membre du parlement européen quand Frontex a été agrandi en 2007. On n'avait qu'un moyen d'empêcher le développement de l'agence de contrôle des frontières, c'était de présenter une motion pour supprimer les lignes budgétaires y correspondant. Mais il était impossible de trouver une majorité pour cette motion au parlement européen.

En tant que membre de Schengen, la Suisse participe à Frontex, mais elle n'est pas représentée dans les institutions européennes qu'on vient de citer. La Suisse a-t-elle un quelconque mot à dire à propos de Frontex?

Non, et c'est très dommage. La Suisse, tout comme la Norvège, participe à ce processus fondamental de militarisation mais n'a pas de droit à participer aux décisions. Ni le gouvernement, ni la population ne peuvent se prononcer sur les engagements de Frontex.

En considérant ces aspects de militarisation accrue, le récent prix Nobel pour la paix attribué à l'UE semble un choix plutôt malheureux.

D'abord il a été attribué au président US Barack Obama, maintenant à l'UE. Logiquement l'année prochaine ce devrait être le tour de l'OTAN. Frontex montre aussi les objectifs de la politique européenne: l'agence n'empêche pas les gens de s'enfuir mais crée des chemins de fuite plus longs et plus dangereux. De fait, Frontex agit pour une politique des migrations meurtrière qui transforme la Méditerranée en une fosse commune. De plus, avec Frontex, on assiste au mélange des domaines policier et militaire. L'agence peut par exemple employer des navires de police et de la marine militaire. Ce processus est très dangereux et il est encouragé en connaissance de cause.

Pourquoi très dangereux?

L'image de l'UE est de plus en plus associée aux engagements militaro-civils. Les missions de l'UE se caractérisent par le fait d'avoir toujours plus de composantes civiles, policières et militaires. Des organisations humanitaires et des oeuvres d'entraide sont de plus en plus impliquées dans des actions militaires et, de ce fait, instrumentalisées.

Quelles possibilités y a-t-il pour agir contre la militarisation rampante? En Suisse nous voterons ces prochaines années sur la suppression du service militaire obligatoire. Est-ce une possibilité?

Je suis évidemment favorable à la suppression du service militaire obligatoire parce qu'il constitue une contrainte inacceptable. Mais cela n'affecte pas l'essence de la militarisation qui est la poursuite d'intérêts économiques avec des moyens militaires. En Allemagne, on remarque bien une conséquence de la suppression du service militaire obligatoire. La Bundeswehr est plus présente que jamais. Elle se fait remarquer à toutes les grandes foires d'exposition, pratique une publicité agressive et recrute dans les écoles. L'armée ne disparaît pas avec la suppression de l'obligation de servir.

Interview de Jan Jirát, parue dans la WoZ du 25 oct. 2012.

Traduction: TS.

* Tobias Pflüger est co-fondateur de l'Informationsstelle Militarisierung www.imi-online.de et membre du conseil scientifique d'Attac. Il a présenté une conférence lors du 30ème anniversaire du GSSA.

Droit d'asile:

Au tour des objecteurs et des déserteurs ?

Le parlement ayant introduit une clause dans une ixième révision du droit d'asile obligeant à refuser l'asile aux déserteurs et aux objecteurs de conscience, le GSsA a décidé de soutenir le référendum contre cette loi. Nous vous invitons à signer et à faire signer, à renvoyer au plus vite la feuille de signatures encartée dans ce journal.

Est-il possible de trouver un juste milieu dans la politique d'asile ? Ou du moins de stopper la constante dégradation de ce droit et des droits des personnes qui y font appel ? Nous l'espérons !

La loi contestée a été considérée comme urgente, elle est entrée en vigueur immédiatement. Elle contient plusieurs mesures importantes, dont une nouvelle définition du statut de réfugié qui exclut, pour les personnes ayant refusés de servir ou déserté, la possibilité d'obtenir l'asile. Dit autrement, le fait d'avoir refusé de servir ou d'avoir déserté rend indigne du statut de réfugié.

Avant toute autre considération, il convient d'évaluer les conséquences de cette nouveauté pour les personnes concernées. Si la loi est maintenue, un déserteur ou un objecteur qui parvient en Suisse pour y demander l'asile n'obtiendra jamais le statut de réfugié. Il pourra toutefois être admis à titre provisoire si le renvoi est impossible, par exemple en cas de conflit, s'il est exposé à un traitement inhumain en cas de renvoi ou si la clause humanitaire peut être activée, par exemple pour raisons de santé. Dans tous les autres cas, il sera renvoyé et en particulier pour subir dans son pays toute condamnation à une peine pour objection ou désertion qui ne sera pas inhumaine. Où est la limite de ce qui est inhumain ?

À l'heure où le Conseil des Droits de l'Homme vient à nouveau (5 juillet 2012) de réaffirmer pleinement le droit à l'objection de conscience, toute peine prononcée contre un objecteur, donc en violation d'un droit fondamental, n'est-elle pas inhumaine ? Hélas, plus que des peines de prison, les déserteurs ou objecteurs subissent plus souvent qu'à leur tour mauvais traitements et tortures, condamnations réitérées, voire même la peine de mort ou disparitions forcées.

Nous avons interpellé ce printemps le Conseil des Droits de l'Homme sur certaines pratiques de la Suisse concernant l'objection, qui à notre

avis violaient le droit à l'objection de conscience (voir journal n° 94). Faute peut-être d'avoir fait assez de lobbying pour cela, la Suisse n'a pas été interpellée sur la question. Mais il est évident qu'elle le sera à l'avenir, si cette loi est maintenue, tant elle est choquante et inhabituelle.

Il convient aussi de replacer cette mesure dans le contexte que nous avons vécu ces dernières années autour du service civil. Les mesures prises contre celui-ci se retrouvent, en pire, dans la politique d'asile. Là où le parlement aurait pu reconnaître (il l'avait pourtant fait par le passé par exemple lors du conflit en ex-Yougoslavie) que l'objection peut être un facteur de paix dans un conflit et que la désertion peut être nécessaire en cas de violation du droit humanitaire, il a préféré condamner un droit fondamental et renier ses obligations humanitaires.

L'objection de conscience a toujours été un frein au militarisme et la désertion est une des possibles façons, parfois la seule, pour refuser la guerre et ses atrocités.

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de bien vouloir, vous aussi prendre position contre cette loi.

Christophe Barbey

Pour participer à la campagne: <http://www.stopexclusion.ch/spip.php?rubrique3>



Brèves:

BDS et les drones

«Boycott, Désinvestissement, Sanction» est une organisation internationale qui soutient l'appel des palestiniens pour un boycott des produits israéliens. La section suisse a adressé une lettre ouverte à Ueli Maurer pour que ne se fasse pas l'achat de drones israéliens. Si besoin, des actions suivront. www.gssa.ch/spip/spip.php?article260.

Monde diplomatique

Edition spéciale de «Manière de voir» sur «l'armée dans tous ses états». Beaucoup de choses intéressantes. Disponible en kiosque ou au bureau du GSsA.

Plus d'officiers romands? Une gabegie linguistique?

L'armée ne forme plus assez d'officiers romands. La dernière volée de l'ETHZ n'en compte aucun. La permanence confirme que l'armée n'a aucun concept linguistique (ou alors il est bien caché). Les romands sont souvent dispersés dans les sections, les ordres ne sont pas toujours traduits et le Suisse Allemand est devenu la langue commune de l'armée.

Thomas Hirschhorn

L'artiste est peut-être très controversé, mais il est clairement antimilitariste. C'est pourquoi nous avons choisis certaines de ces œuvres pour illustrer ce journal. Vidéo présentant son travail sur Davos: <http://www.youtube.com/watch?v=LLEDcJiZjiU>.



... aussi pour les femmes ?

Le Grand Conseil vaudois a déposé une initiative cantonale auprès des Chambres fédérales pour demander que les femmes qui le souhaitent puissent accéder facilement au service civil.

Actuellement, les femmes peuvent faire le service civil si elles s'engagent d'abord dans l'armée puis demandent le service civil. Seule une vingtaine d'entre elles l'ont effectivement fait depuis 1996.

L'initiative a été déposée par Sandrine Bavaud, députée écologiste, engagée de longue date pour la paix et le service civil. Elle a recueilli 67 oui, 64 non et 4 abstentions. Selon cette initiative, le service civil ne serait plus seulement un service de remplacement à l'armée, mais un espace d'engagement ouvert aux jeunes et aux femmes, sur une base volontaire.

Le projet a bénéficié d'un appui courageux de Jacqueline de Quattro, Conseillère d'Etat PLR, qui a soutenu cette initiative alors que son parti s'y opposait.

L'initiative met entre autres en avant les bénéfices que représente le service civil en termes d'insertion professionnelle, ce qui constitue

encore aujourd'hui une inégalité à l'égard des femmes puisqu'elles en sont exclues. Lors du débat au Grand Conseil, des voix se sont aussi exprimées pour insister sur le fait que de plus en plus de jeunes souhaitent donner du sens à leurs engagements.

La majorité du Grand Conseil a expliqué, en envoyant son le texte à Berne, que son initiative devait s'intégrer dans une réflexion générale sur l'obligation de servir.

Gaétan Morel

Notre initiative populaire «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire» demande aussi l'introduction d'un service civil volontaire. Notre permanence soutient et conseille volontiers les femmes qui dès à présent voudraient demander le service civil. (CB)

Permanence service civil & problèmes militaires:

Quelques bonnes nouvelles ...

Le service civil vu depuis l'armée

L'armée évoluerait-elle plus vite que le parlement? Dans plusieurs domaines, l'arrivée massive des civilistes depuis 2009 a eut des effets positifs.

Au recrutement, parler du service civil n'est pas une bonne chose. Mais depuis quelques temps, ça l'est si on veut être déclaré inapte.

A l'école de recrue, on en sort pas plus vite si on demande le service civil, mais ça aide. L'entretien annoncé a bel et bien lieu. Le pouvoir de renvoyer à la maison reste toutefois entre les mains des commandants. On traverse parfois toute la Suisse (c'est à Lausanne pour les romands) pour 15 minutes d'entretien. Nous recommandons quand même de préparer cet entretien en lisant nos pages web ou en nous téléphonant. Les psychiatres qui gèrent les pétages de plomb en début d'école de recrue sont réticents à déclarer définitivement incaptes, mais ils évoquent volontiers le service civil. Avec des résultats contrastés. Le plus souvent des renvois à la maison. Mais parfois au contraire, on garde la personne en attendant confirmation de la demande de service civil. Donc si le fait qu'ils en parlent est bien, si on est encore indécis, il vaut mieux attendre d'être de retour à la maison pour décider si l'on veut être déclaré inapte ou opter pour le service civil. Attention, ce n'est pas parce que le psy recommande le service civil que l'on est obligé de le prendre, c'est arrivé! La décision de demander le service civil doit se faire librement et en connaissance de cause.

Les refus de grader sont parfois acceptés si l'on menace de demander le service civil. Impossible autrefois. La logique est de dire «ce que ma conscience peut accepter, je ne peux l'imposer à d'autres». Parfois ça marche et on reste soldat.

Les départements cantonaux ne reportent pas les cours de répétition parce qu'une demande de service civil est en cours, il vaut mieux faire la demande de report quand même. Les commandants sont souvent plus souples. Et si besoin contactez-nous!

Heureuse surprise avec la taxe militaire

La nouvelle procédure mise en place suite à la condamnation de la taxe par la cour européenne des droits de l'homme entre en vigueur le 1er janvier prochain. Nous étions très inquiets. Le site du Département fédéral des finances, qui gère la taxe, proposait une procédure très fermée sans dire que c'était une procédure temporaire. C'est désormais simple. La personne doit vouloir servir et faire l'entier des jours à faire. Si l'armée la considère inapte au recrutement, soit elle le propose elle-même, soit la personne qui veut servir demande à passer devant une «CVS spéciale» (commission de visite sanitaire spéciale). Une personne déclarée inapte par le passé peut faire la même demande. La CVS spéciale détermine si la personne peut servir sans dommages pour elle-même et pour autrui et assigne à une incorporation en fonction du motif d'incapacité, le plus souvent les bureaux ou l'exploitation. Là encore, si l'intention c'est de demander ensuite le service civil, mieux vaut ne pas le dire trop fort, pas sûr que les CVS y soient plus ouverte que le recrutement. Mais si c'est pour cela que le recrutement a été refusé, alors elles seront obligées d'entrer en matière. Autre nouveauté, les recours ne vont plus à une autre CVS, mais un cran au-dessus, au service sanitaire de l'armée.

Fin des problèmes avec l'APG ?

Nous évoquions dans le journal précédent les difficultés qu'avaient certaines caisses APG à absorber l'afflux massif de civilistes depuis 2009. Or depuis l'automne, tout est calme. Tant mieux. Est-ce nos «coups de gueule» ici ou ailleurs, les diverses oppositions et recours déposés qui ont eut de l'effet? Plus modestement, les problèmes ont probablement été dûment constatés et pris en compte. Reste à répondre de façon satisfaisante à ces recours et oppositions, cela prendra du temps. Notre page web à ce sujet précise désormais de façon simple comment toucher de l'APG si l'on veut faire du service civil directement après les études.

Christophe Barbey

La page des actifs:

« Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde » Gandhi

Avec une ou même deux campagnes de votations qui s'annoncent, le GSsA va devenir très actif ces prochains mois. Nous renforçons nos moyens et nos infrastructures. Nous vous invitons à participer!

Nous cherchons:

- Tobia Schnebli a démissionné de son poste au secrétariat à Genève. Aucune décision n'a encore été prise pour la suite, mais si un tel poste pourrait vous intéresser (actuellement 10 %, une demi-journée par semaine), contactez-nous. Nous vous enverrons l'**offre d'emploi**.
- Nous cherchons de nouveaux **membres pour le comité**. Vous souhaitez vous investir dans une association connue et dynamique? Vous avez à disposition une dizaine d'heures par mois, dont le premier mardi du mois? Vous avez des motivations politiques pour la paix, des connaissances de gestion ou des compétences pouvant nous être utiles, voire une solide volonté d'apprendre? Nous vous offrons la possibilité de participer au progrès de la paix en Suisse et aux campagnes de votations qui nous préparons.
- Nous avons besoin d'un **caissier bénévole**, quelques heures par mois pour faire les paiements et saisir les données.
- Qui est la personne qui animera nos réseaux **facebook** et **twitter**?
- Nous aimerions trouver un ou une **organisateur d'événements** (conférences, films, concerts, etc.).
- L'armée va refaire des défilés? Nous allons répondre par des **actions joyeuses et non-violentes**. Si vous voulez participer contactez-nous.
- Nous cherchons des **articles**, des **images**, des **relecteurs**, des **lieux de dépôt** (librairies, magasins, locaux associatifs, bars et restos, etc.) pour le **journal** et le **site web**;
- des **lettres de lecteurs** pour nos campagnes.
- Nous avons besoin de renforcer nos **groupes locaux**
- Nous avons toujours besoin de **volontaires** et de **bénévoles**, d'**aide au secrétariat**. Nous mettons en place une liste de diffusion pour nos actives et nos actifs.

Pour nous contacter: actifs@gssa.ch. Pour des détails sur ces possibilités d'engagement: www.gssa.ch/spip/spip.php?rubrique34 et pensez à vous inscrire à notre **newsletter**: gssa@gssa.ch.

Appel financier

Vous trouvez dans ce journal le bulletin de versement pour le renouvellement de votre cotisation. Si vous le pouvez, merci de faire un effort supplémentaire en vue des campagnes à venir. Nous présentons un plan financier pour le GSsA et pour ces campagnes dans le prochain journal. CCP 12-11508-2.

Les campagnes

Asile: Nous contacter ou contacter: www.stopexclusion.ch/spip.php?article101

Avions: Est-ce que quelqu'un nous ferait un avion en papier à plier, avec de jolis dessins, que l'on pourrait faire voler partout?

Conscription: Nous cherchons toujours des témoignages sur ce qui se passe à l'armée. Faites savoir autour de vous que l'on va voter sur le service militaire obligatoire, probablement le 22 septembre ou le 24 novembre 2013. Dites à vos amis et connaissances que s'ils peuvent repousser leurs obligations militaires, ils auront peut-être une chance d'y échapper et qu'il vienne nous rejoindre pour faire campagne!

Vie de l'association

Le comité: Chaque 1^{er} mardi du mois à 19h, au secrétariat à Genève. 8 janvier, 5 février, 5 mars, 9 avril (2^{ème} mardi), 7 mai, 4 juin. Les séances sont publiques. Merci de nous contacter pour recevoir l'ordre du jour.

Assemblées générales: 15 avril, GSsA Suisse, à Soleure. 23 avril, Romandie.

La permanence pour le service civil et les problèmes militaires répond à vos courriels à permanence@gssa.ch et à vos appels téléphoniques le mardi de 12 à 14h. au 022 344 13 81. En cas d'urgences (de préférence entre 9h-19h): 079 524 35 74.

Recrutement et soldats: «L'anticorps d'armée» brochure destinée au recrutement et aux recrues est à commander à la permanence ou à télécharger sur www.gssa.ch/spip/spip.php?article247.

Pour adhérer ou pour recevoir le journal, on trouve ici le formulaire d'inscription: www.gssa.ch/form.html.

IMPRESSUM

ISSN 1663-5701

Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression: Atar S.A., Genève

Maquette: Solidaridad Graphisme, Genève

Mise en page: J. Sommerhalder

Tirage: 4'000 exemplaires

Annexes: Feuille de référendum «halte au durcissement dans le domaine de l'asyle», bulletin de versement

Abonnement: 20.- par an à verser au

CCP 12-11508-2.

Les membres du GSsA sont abonnés d'office.

Articles et lettres: à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8

fax: 022 320 69 48, E-mail: gssa@gssa.ch

Prochain délai de rédaction: 7 mars 2013

Pour celles et ceux qui souhaitent aussi nous lire en allemand: <http://www.gsoa.ch/gsoa/zeitung/>. Les articles sont parfois échangés.



Où joindre le GSSA

- **Permanence Service Civil et problèmes militaires:**
tous les mardis de 12h à 14h
au tél.: 022 344 13 81 (Christophe Barbey)
Email: permanence@gssa.ch
Infos complètes: www.gssa.ch/

- **A Genève:**
Secrétariat romand
c/o GSSA Genève
case postale 151
1211 Genève 8
Adresse:
Maison des Associations
15, rue des Savoises (1^{er} étage)
1205 Genève
Tél.: 022 320 46 76 Fax: 022 320 69 48
E-mail: gssa@gssa.ch
Internet: www.gssa.ch
ccp: 12-11508-2

- **A Lausanne:**
GSSA Vaud
Georges Tafelmacher
22, ch. de la Côte
1009 Pully
Tél.: 021 728 65 71
E-mail: etafelacote@hispeed.ch

- **A Berne:**
GSoA Bern
Neubrückstr 17f
Case postale 6348
3001 Berne
Tél.: 031 301 82 09 Fax: 031 302 88 78
E-mail: bern@gsoa.ch

- **A Zürich:**
Secrétariat national
GSoA, case postale 103
8031 Zürich
Tél.: 044 273 01 00 Fax: 044 273 02 12
Internet: www.gsoa.ch

JAB
case postale 151
1211 Genève 8

Talon de commande

Merci de renvoyer avec l'étiquette ci-dessus

Nombre	Description	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» homme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat» femme	rouge sur noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> noir	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «If war is the answer....»	blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> XL	Fr. 25.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="checkbox"/> blanc	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L <input type="checkbox"/> XL	Fr. 20.-	
	T-Shirt «Suisse sans armée», avec la colombe	<input type="checkbox"/> blanc <input type="checkbox"/> rouge	<input type="checkbox"/> S <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> L	Fr. 20.-	
	Drapeaux arc-en-ciel	<input type="checkbox"/> pace <input type="checkbox"/> pau <input type="checkbox"/> salam <input type="checkbox"/> shalom / <input type="checkbox"/> salam-shalom	Fr. 10.- / 20.-		
	Autocollant «L'armée, ça tue, ça pollue...»		Fr. 1.-		
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»	<input type="checkbox"/> noir <input type="checkbox"/> blanc	Fr. 3.-		
	Véritable couteau suisse «GSSA»		Fr. 25.-		
	Couteau porte-clés «GSSA»		Fr. 15.-		
	Badge «NON aux nouveaux avions»		gratuit		
	Livre «Quand l'esprit de Genève s'embrase - au delà de la fusillade du 9 novembre 1932», Jean Batou (2012)		Fr. 34.-		
	Livre «La non-militarisation et les pays sans armée: une réalité», C. Barbey (2001)		Fr. 10.-		
	Livre «Aimez vos ennemis», traité de communication non-violente, Michel Monod (2006)		Fr. 20.-		
	Livre «La Suisse sans armes», Roman Brodmann (1975)		Fr. 29.-		
	Bande Dessinée «Léon Coquillard: divisionnaire de l'après 26 novembre» de ZEP (1990)		Fr. 12.-		
	Journal «Une Suisse sans armée» du n. 1 à 95. Numéro(s) _____		Fr. 1.-		
	Frais de port				Fr. 3.-
	Somme totale de la facture				

Adresse si autre qu'imprimée plus haut:

A renvoyer au GSSA, case postale 151, 1211 Genève 8 ou par courriel à materiel@gssa.ch